

# Retour en force du FMI en Europe<sup>1</sup>

Jérôme Duval

La crise internationale majeure, qui a commencé en 2007-2008 aux États-Unis avant de s'étendre à la quasi-totalité de la planète, a donné l'occasion au Fonds monétaire international (FMI) de devenir un acteur central en Europe, après l'avoir été depuis plus de trente ans dans la plupart des pays en développement. Discrédité par le désastre social des politiques qu'il a imposées au Sud, le FMI a néanmoins profité de la crise pour reprendre pied et généraliser au Nord les mêmes politiques néfastes. La même logique est aujourd'hui à l'œuvre au Nord : le FMI devient créancier de plusieurs pays d'Europe occidentale et, au-delà des recommandations qu'il distillait çà et là, intervient dorénavant directement dans les politiques économiques au cœur du vieux continent. Loin de servir l'intérêt des populations affectées par la crise, le FMI est au service des grandes puissances et des entreprises transnationales parmi lesquelles les grandes sociétés financières privées jouent un rôle fondamental. Joseph Stiglitz, ancien n°2 de la Banque mondiale entre 1997 et 2000, tirait déjà cette conclusion au début des années 2000 : « Si l'on examine le FMI comme si son objectif était de servir les intérêts de la communauté financière, on trouve un sens à des actes qui, sans cela, paraîtraient contradictoires et intellectuellement incohérents »<sup>2</sup>.

En 1976, le FMI intervient au Royaume-Uni à l'appel du parti travailliste, afin de sauver la livre sterling malmenée sur les marchés. L'accord trouvé donna lieu à un prêt de 3,9 milliards de dollars, le plus important consenti jusqu'alors. L'impact social des mesures imposées par le FMI à cette occasion a été si désastreux que le parti travailliste a été chassé du pouvoir trois ans plus tard, ouvrant la voie aux politiques ultralibérales de Margaret Thatcher. À la même époque, deux accords ont été signés entre le Portugal et le FMI, l'un en 1977 et l'autre en 1983. Dans ce dernier cas, le quotidien *Le Figaro* rappelle que « L'aide du FMI, négociée par le gouvernement de Mario Soares (socialiste), s'est faite au prix de mesures draconiennes : hausse des taux d'intérêt, des impôts, forte dévaluation de l'escudo, coupes dans les dépenses publiques et baisses de salaires, jusqu'à 25 % sur trois ans. Résultat : la consommation s'est effondrée, le chômage a grimpé jusqu'à 11 % et la croissance a fortement baissé. »<sup>3</sup> Depuis lors, l'institution basée à Washington n'avait plus opéré directement dans les affaires d'un pays d'Europe occidentale.

Cela ne veut pas dire que le FMI était absent d'Europe. *Primo*, chaque année, en application de l'article IV de ses statuts, une mission du FMI rend visite aux autorités des pays membres et distribue ses recommandations, ce qui permet de suivre au plus près et d'influencer les politiques économiques mises en place par les différents gouvernements. *Secundo*, au cours des années 1980 et surtout depuis la chute du mur de Berlin, le FMI a été très actif en Europe centrale et en Europe de l'Est où il a conseillé aux gouvernements qui restauraient le capitalisme, d'appliquer la « stratégie du choc » étudiée par Naomi Klein. Des mesures brutales en termes de privatisations, de licenciements, de réductions d'avantages sociaux ont été imposées, ce qui a contribué à

---

<sup>1</sup> Ce texte est extrait du chapitre *Le retour en force du FMI en Europe* du livre *La Dette ou la Vie*, Aden-CADTM, 2011.

<sup>2</sup> Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Fayard, 2002, p. 269.

<sup>3</sup> Anne Cheyvalle, « La population traumatisée par deux interventions passées du FMI », *Le Figaro*, 26-27 mars 2011, p. 22.

faire reculer gravement le niveau de vie d'une partie importante de la population des pays concernés.

À partir de 2008, à la faveur de la crise internationale, le FMI renforce encore un peu plus son intervention dans des pays d'Europe de l'Est, membres ou non de l'Union européenne, et prend pied en Islande à qui il octroie un prêt de 2,1 milliards de dollars. C'est le premier pays d'Europe de l'Ouest à recourir à une telle mesure depuis 1983, mais lorsque par référendum, les Islandais refusent le remboursement d'une dette bancaire illégitime, le FMI réagit en gelant sa troisième tranche de prêt. À partir de mai 2010, il prête massivement à la Grèce et participe à l'élaboration d'un plan d'austérité particulièrement antipopulaire. Puis, avec l'aggravation de la crise, le FMI s'associe activement à la mise au point d'un plan d'austérité en Irlande, pays pourtant présenté pendant des années comme un modèle à suivre. Désormais, il tisse et consolide donc sa toile d'araignée néolibérale au Nord : Portugal, Espagne, Italie, d'autres pays suivront sans doute.

### **Une crise qui tombe à pic**

En avril 2009 à Londres, les gouvernants des principaux pays industrialisés et des pays émergents invités au G20, décident de renflouer le FMI afin de lui permettre d'intervenir auprès des États frappés par une nouvelle crise de la dette qui touche cette fois principalement le nord de la planète. Grand gagnant de l'opération, le FMI voit tripler ses capacités de prêt, de 250 à 750 milliards de dollars « *grâce à un financement immédiat des membres de 250 milliards de dollars, [...] augmenté jusqu'à 500 milliards* ». De plus, le FMI pourra désormais « *envisager des emprunts sur le marché si nécessaire* »<sup>4</sup>. Les temps de vache maigre sont dès lors terminés pour le FMI qui a ouvert une ligne de crédit à une dizaine de pays d'Europe en moins d'un an et intervient désormais sur de multiples fronts.

Le FMI revient de loin. Depuis 2004, l'augmentation importante des cours des matières premières a provoqué un net accroissement des réserves de change des pays en développement. Elles atteignaient en 2008 le triple de celles du Japon, de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord réunis. Nombre de pays du Sud les ont utilisées pour rembourser de manière anticipée le FMI, réduisant ainsi la dépendance à son égard<sup>5</sup>. Le montant des prêts du FMI, qui s'élevait encore à 107 milliards de dollars en 2003, était tombé à 16 milliards en 2007. Grâce à la crise, les affaires ont repris : à la fin janvier 2011, l'encours des prêts du FMI s'élevait à 254 milliards de dollars, dont 64 déjà tirés et 190 en attente. Les principaux emprunteurs sont européens : Roumanie, Ukraine, Grèce.

### **Derrière la rhétorique du changement, toujours le même FMI**

Le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, s'efforce de communiquer l'idée d'un « *FMI nouveau* », en rupture avec les erreurs du passé... Or la logique des politiques imposées n'a pas changé. Partout les conditions sont sévères : réduction ou

<sup>4</sup> Renaud Vivien, « L'annulation de la dette du Tiers Monde », *Courrier hebdomadaire* n° 2046-2047, CRISP, 2010, p. 37.

<sup>5</sup> Notamment l'Argentine et le Brésil (9,9 et 15,4 milliards de dollars respectivement fin 2005), mais aussi la Thaïlande, l'Uruguay, les Philippines, l'Indonésie, la Turquie... Le CADTM regrette ces remboursements anticipés car, malgré le fait qu'ils permettent d'économiser les intérêts dus, ils légitiment cette dette et en effacent ainsi le caractère éventuellement odieux.

gel des salaires dans la fonction publique, réduction des pensions de retraite, privatisations des entreprises publiques, allongement de la durée du travail par le recul de l'âge de départ à la retraite, etc. Un véritable ouragan d'austérité s'abat sur l'Europe<sup>6</sup>. Le FMI embauche à nouveau du personnel pour ses basses besognes, les délégations sont dépêchées simultanément dans les grandes capitales et étudient, du haut de leurs chambres dans des hôtels de luxe et à partir des bureaux du ministère des Finances qu'elles occupent comme s'il s'agissait de leurs bureaux, le bilan comptable de leurs plans sans égard pour les conséquences sociales. Si un pays ne veut pas se soumettre aux mesures d'austérité imposées par le FMI, alors la pression augmente et le robinet du crédit se ferme subitement.

Les exemples sont nombreux. Le FMI suspend un prêt à l'Ukraine suite à la décision du gouvernement d'augmenter le salaire minimum ; pour continuer à recevoir les financements du FMI et de l'Union européenne, la Lettonie doit fortement réduire les salaires des fonctionnaires et les pensions de retraites ; la Grèce doit accepter de privatiser bien plus que prévu, quitte à sacrifier ses plages touristiques au secteur privé et la Roumanie doit réformer le système des retraites et tailler dans les salaires de la fonction publique. Enfin, l'Islande, pour ne pas voir sa note dégradée par les marchés financiers, doit trouver un moyen de contourner la volonté populaire qui s'est exprimée contre le paiement de la dette.

Mais ne nous y trompons pas, si le FMI réussit à imposer sa logique, c'est que les gouvernements se montrent dociles à son égard. Ils décident de ne pas suivre une voie alternative à la soumission aux intérêts des grands détenteurs privés de capitaux. Pour justifier leur politique antisociale, les gouvernants recourent régulièrement à l'argument selon lequel ils n'ont pas le choix. Ils suivent en cela des recommandations publiées sur le site de l'OCDE en 1996<sup>7</sup>, parmi lesquelles on trouve deux passages très clairs : « *Rappelons que tout ajustement est une opération risquée politiquement. D'un côté, l'opposition va imputer en totalité les coûts de l'ajustement au gouvernement. De l'autre, si le gouvernement, par crainte de l'opposition, attend la crise financière pour ajuster, il aura beaucoup moins de marge de manœuvre, en cas de crise politique. Mais comme il ne peut plus en principe faire de concessions dès lors qu'il a pris des engagements envers le FMI, le gouvernement peut répondre aux opposants que l'accord réalisé avec le FMI s'impose à lui, qu'il le veuille ou non. [...] Le gouvernement peut expliquer que, le FMI imposant par exemple une baisse de 20 % de la masse salariale, le seul choix possible est de licencier ou de réduire les salaires et qu'il préfère la seconde solution dans l'intérêt de tous* »<sup>8</sup>. Cet ensemble de recommandations reste entièrement d'actualité.

Une revue de détail de l'action récente du FMI en Europe s'impose.

### **La Hongrie empêchée de choisir une autre voie**

---

<sup>6</sup> Voir annexe sur les plans d'austérité en fin de volume.

<sup>7</sup> Voir Christian Morisson, *La faisabilité politique de l'ajustement*, OCDE, 1996, Paris. En ligne : <http://www.oecd.org/dataoecd/24/23/1919068.pdf>. Ce document a été largement commenté par Éric Toussaint dans *La Finance contre les Peuples*, CADTM-Syllepse-Cetim, 2004, chapitre 13.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 22 et 29.

Pourtant proche des objectifs de Maastricht en matière de déficit (3,8 % en 2008), la Hongrie devient le premier pays de l'Union européenne à obtenir un soutien financier suite à la crise. En octobre 2008, un plan de 20 milliards d'euros est décidé pour la Hongrie : 12,3 milliards d'euros sont prêtés par le FMI, 6,5 par l'Union européenne et 1 par la Banque mondiale. Le stock de la dette s'accroît mécaniquement. Les conditions sont sévères pour la population : hausse de 5 points de la TVA à 25 %, âge légal de départ à la retraite porté à 65 ans, gel des salaires des fonctionnaires pour deux ans, suppression du treizième mois des retraités, baisse des aides publiques à l'agriculture et aux transports publics...

Alors que les sociaux-démocrates, essuyant une défaite historique, ouvrent un boulevard à l'extrême droite qui entre au Parlement pour la première fois avec un score de 16,6 %, l'agence de notation Fitch Ratings salue la victoire en avril 2010 du nouveau premier ministre conservateur, Viktor Orbán, et estime que son parti, la Fidesz, obtenant la majorité nécessaire pour modifier la Constitution, « *représente une opportunité pour introduire des réformes structurelles* »<sup>9</sup>. Mais en décembre 2010, l'agence de notation abaisse subitement la note souveraine de la Hongrie (de "BBB" à "BBB-") lors du vote du budget 2011. « *Le nouveau gouvernement Fidesz a jeté les bases d'un projet de budget qui va dans la mauvaise direction* », estime Fitch. En effet, le budget s'appuie sur des mesures contraires aux volontés du marché, notamment des taxes sur le chiffre d'affaires des banques ou des hausses d'impôts temporaires sur les multinationales opérant en Hongrie, plutôt que de tailler encore davantage dans les dépenses publiques comme le réclame le FMI. Ce budget entend pourtant bien ramener le déficit public à 3 % en 2011, comme le prévoit l'accord scellé entre le FMI, l'UE et le gouvernement hongrois précédent. La discordance ne se fait donc pas sur l'objectif à atteindre, mais sur la manière d'y parvenir. L'adoption d'une taxe exceptionnelle sur le chiffre d'affaires des principales entreprises de la grande distribution, des télécommunications et de l'énergie, adoptée par le Parlement en octobre 2010 et prévue jusqu'à la fin 2013, ne réjouit pas les entreprises multinationales installées en Hongrie. Treize grands groupes (AXA, Allianz, Deutsche Telekom, etc.) appellent la Commission européenne à prendre des sanctions envers le pays et, dans une lettre adressée le 15 décembre 2010 au président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, dénoncent des mesures jugées « *anti-compétitives* » tout en menaçant de réduire leurs actifs en Hongrie. Selon Christoph Rosenberg, responsable de la mission du FMI à Budapest, la politique économique hongroise est « *très risquée* » : « *Les politiques actuelles ne peuvent pas assurer une fiscalité soutenable* ». Pour ce fonctionnaire du FMI, il faut réduire de manière « *durable* » les dépenses publiques.

Pourtant, le gouvernement ne semble pas sourd aux sirènes du FMI car, afin de rassurer les marchés, des coupes claires dans les dépenses publiques, à hauteur de 2,5 % du PIB, sont déjà prévues dans les transports publics, les pensions d'invalidité, les retraites et les subventions de l'État aux médicaments.

### **L'Ukraine empêchée d'augmenter les salaires**

En novembre 2008, un mois après l'Islande et la Hongrie, c'est l'Ukraine qui tombe dans la nasse du FMI. En échange d'un prêt de 16,4 milliards de dollars (13 milliards d'euros) sur 15 ans à un taux d'intérêt annuel de 4 %, le Parlement ukrainien est sommé d'adopter un plan de « sauvetage » draconien, avec privatisations et coupes budgétaires.

---

<sup>9</sup> *Le Figaro*, « Hongrie : Fitch salue le résultat électoral », 26 avril 2010.

L'Ukraine doit augmenter l'âge de la retraite des femmes de 55 à 60 ans et d'augmenter de 20 % le tarif du gaz de la compagnie Naftogaz.

Mais la hausse du salaire minimum de 11 % et l'augmentation du minimum vital de 12 % à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2009, puis de 18 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, inquiètent le FMI qui bloque son programme. « *Je suis très inquiet de l'accord donné par le président à ce projet de loi qui met hors circuit le programme que nous avons signé. Dans ces circonstances, j'ai peur qu'il soit très difficile d'achever le prochain examen du programme* »<sup>10</sup> déclare alors Dominique Strauss-Kahn, qui pour sa part avait augmenté son salaire de plus de 7 % à son arrivée à la tête du FMI<sup>11</sup>. Pour justifier ses craintes à l'égard de l'Ukraine, il ajoute : « *Une mission récente du Fonds en Ukraine a conclu que les politiques dans certains domaines, dont la nouvelle loi sur le salaire minimum, menaçaient [la] stabilité* » du pays. Et dans la foulée, l'agence de notation Standard & Poor's émet un signal négatif sur la dette de l'Ukraine.

Lorsque survient un blocage dans le programme de privatisations, la réaction du FMI ne se fait pas attendre puisqu'il suspend le versement de la quatrième tranche, d'un montant de 3,8 milliards de dollars, prévue en novembre 2009. Mais après la formation en février 2010 d'un nouveau gouvernement pro-russe, on observe un rapprochement entre le nouveau président ukrainien Viktor Ianoukovitch et le FMI. Un prêt de 15,15 milliards de dollars réparti sur 29 mois est approuvé par le FMI en juillet 2010 et cette fois-ci Standard and Poor's relève sa note pour l'Ukraine. En contrepartie de ce prêt, l'Ukraine devait engager une réforme des retraites en mars 2011 pour faire passer l'âge de départ en retraite des femmes de 55 à 60 ans, avant d'atteindre 65 ans pour tous les citoyens, une réforme de la fonction publique, et une hausse importante des tarifs du gaz fourni par la compagnie nationale Naftogaz. Le FMI est donc parvenu à ses fins et l'Ukraine est rentrée dans le rang.

### **Le FMI salue l'austérité, la Lettonie la juge inconstitutionnelle**

La Lettonie, après avoir enregistré le plus fort taux de croissance de l'UE (10 % en moyenne sur 2003-2007), a subi la plus forte récession économique en 2009. Le pays espère entrer dans la zone euro en 2014, mais pour cela, il doit réduire ses déficits grâce aux mesures d'austérité conditionnées à un prêt de 7,5 milliards d'euros du FMI et de l'Union européenne.

En décembre 2008, le FMI, l'UE et divers pays nordiques s'engagent à injecter 7,5 milliards d'euros dans l'économie de ce petit pays balte de 2,2 millions d'habitants. Ancienne république soviétique, membre de l'Union européenne et de l'OTAN depuis 2004, la Lettonie a vu son taux de chômage exploser de 6,1 % à 22,5 % entre mai 2008 et avril 2010. Son PIB a reculé de 4,6 % en 2008 et 18 % en 2009, soit la plus forte chute parmi les 27 membres de l'Union européenne.

Plutôt que de toucher aux profits du capital et au patrimoine des plus riches, c'est aux travailleurs, retraités et chômeurs qu'est imposée en priorité une cure d'austérité de deux ans, assortie d'une coupe dans les dépenses équivalente à 15 % du PIB. Au prix de

---

<sup>10</sup> Dépêche Reuters, « Le président ukrainien relève le salaire minimum malgré le FMI », 30 octobre 2009.

<sup>11</sup> Son salaire annuel pour 2010 était de 441 980 euros, sans compter une indemnité de 79 120 dollars pour couvrir ses frais de représentation.

sacrifices inouïs pour la majorité de la population, l'ancien « *tigre balte* » est sorti péniblement de la récession au début de l'année 2010. Suite au prêt du FMI et de l'UE accordé fin 2008, les salaires ont été réduits de 20 % dans la fonction publique, et les retraites de 10 %. En décembre 2009, la Cour constitutionnelle de Lettonie a jugé la baisse des pensions de retraite en vigueur depuis juillet 2009 anticonstitutionnelle et en violation du droit des individus à une sécurité sociale, droit fondamental reposant sur l'article 109 de la Constitution lettone et l'article 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. En conséquence, la Cour a ordonné au Parlement d'établir un plan de remboursement aux retraités des sommes correspondant à la baisse de leurs pensions<sup>12</sup>. De plus, rappelant le principe de souveraineté, la Cour a déclaré que ces conditions « *ne peuvent remplacer les droits établis par la Constitution* » et refusé ainsi de reconnaître les conditions de prêt comme un argument valide. Selon les juges, « *la décision de réduire les retraites violait à la fois le droit de l'individu à une sécurité sociale et le principe de l'État de droit* ».

Toutefois, l'austérité se poursuit pour ramener le déficit de 10 % du PIB en 2009 à 3 % en 2012, condition nécessaire pour une éventuelle entrée dans la zone euro en 2014. Le FMI salue les « *efforts extraordinaires* » menés pour retrouver le chemin de la croissance grâce aux exportations compétitives, non par la dévaluation de la monnaie, mais par une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 80 % ! Écoles et hôpitaux ferment par dizaines et la TVA passe de 18 % à 22 %, alors que les sociétés bénéficient d'un des taux d'imposition sur les bénéfices les plus avantageux de l'UE (15 % contre 23,5 % en moyenne dans l'UE).

Malgré cela, le premier ministre Valdis Dombrovskis, qui n'hésite pas à affirmer : « *Je ne recommanderai à aucun pays d'infliger pareil remède* », est réélu en octobre 2010. Afin de se prémunir d'éventuelles contestations populaires, il allonge la durée de l'allocation-chômage et met en place le programme « *100 lats* » (soit 140 euros), qui propose un emploi à 100 lats par mois dans le service public pendant six mois. Hormis cela, il entend maintenir sa politique d'austérité. Pour obtenir en février 2011 le versement d'une troisième tranche du prêt du FMI d'un montant de 200 millions d'euros, la Lettonie doit ainsi réduire ses dépenses annuelles de 500 millions de lats (703 millions d'euros), sur la période comprise entre 2009 et 2012. Le budget le plus rigoureux de ces dernières années est adopté, avec des coupes de près de 11 %. Alors oui, peut-être à ce prix là, la Lettonie pourra-t-elle espérer l'entrée dans la zone euro en 2014...

## **La Roumanie et la Serbie sous le choc de l'austérité**

La crise a également frappé en Roumanie qui, après une dizaine d'années de forte croissance, se trouve très vite en difficulté. En mars 2009, elle obtient un prêt d'environ 20 milliards d'euros. Sur ce montant, 12,9 milliards sont abondés par le FMI, 5 par l'UE, 1 à 1,5 milliard par la Banque mondiale et le reste par plusieurs autres institutions dont la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). En échange, Bucarest s'engage d'abord à réduire son déficit public de 7,2 % du PIB en

<sup>12</sup> Dépêche Reuters, « Baisse des pensions retraite - le gouvernement lettone désavoué », 21 décembre 2009, <http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRLDE5BK14A20091221>.

Lire en espagnol sur le site Red-DESC, *Red Internacional para los Derechos Económicos, Sociales y Culturales*, [http://www.escri-net.org/caselaw/caselaw\\_show.htm?doc\\_id=1285943&country=13565&attribLang\\_id=13441](http://www.escri-net.org/caselaw/caselaw_show.htm?doc_id=1285943&country=13565&attribLang_id=13441)

2009 à 5,9 % puis, voyant cet objectif irréaliste, à 6,8 % en 2010 (elle fera mieux avec 6,6 %). Au menu, gel des retraites et des salaires avec un maintien du salaire mensuel minimum à 600 lei (145 euros brut), suppression de 100 000 postes de fonctionnaires en 2010 (soit 7,5 % des effectifs de la fonction publique)... Là aussi, le programme d'ajustement est sans équivoque : en mai 2010 est décidée la baisse de 25 % des salaires des fonctionnaires et de 15 % des allocations chômage et des pensions de retraite. Dans un pays où l'impôt sur les sociétés a chuté de 9 points, passant de 25 % en 2000 à 16 % en 2009, alors que celui sur la consommation (TVA) passe de 19 à 24 % en 2010, les travailleurs ont de quoi être révoltés.

Le FMI et la Commission européenne, en mission à Bucarest le 14 décembre 2009, interviennent directement dans l'élaboration du budget 2010, ce qui est une condition à la poursuite du prêt. Ainsi, M. Lybeck, représentant du FMI à Bucarest, signale : « *Une mission technique restreinte du FMI et de l'UE visite Bucarest pour continuer les discussions sur le projet de budget 2010 avec les experts du ministère des Finances* ». De son côté, le premier ministre Emil Boc souligne : « *Le budget est basé sur des indicateurs acceptés par le FMI [...] Mes priorités sont les suivantes : remplir les engagements découlant de l'accord avec le FMI et ceux pris auprès de la Commission européenne* ». La souveraineté du peuple roumain est piétinée, les « experts » du FMI et de la Commission européenne dictent et le gouvernement obtempère. Comme le déclarait quelques mois plus tard Jeffrey Franks, chef de la mission du FMI à Bucarest en août 2010 : « *Dès que les autorités roumaines rempliront les conditions préalables requises, le conseil directeur du FMI se réunira et donnera son aval au déboursement d'une nouvelle tranche de son prêt* »<sup>13</sup>.

Dès lors, on comprend mieux qu'avec une telle mainmise sur l'appareil d'État et les politiques en cours, le FMI ne veuille pas quitter le pays. Après 2010, le budget 2011 subit le même sort : le versement de la septième tranche de 900 millions d'euros initialement prévue en décembre 2010 est repoussé en janvier 2011, le temps de s'assurer que les lois sur la réforme des retraites et le budget 2011 soient bien approuvées par le Parlement. Dès l'expiration du prêt souscrit en 2009 avec le déblocage de la dernière tranche de 1 milliard d'euros accordé par le FMI en mars 2011, la Roumanie signe un nouvel accord dit « *de précaution* » pour un prêt de deux ans avec le FMI (3,6 milliards d'euros maximum), l'UE (1,4 milliard) et la Banque mondiale (0,4 milliard). L'état de la dette s'est fortement resserré en Roumanie...

La situation est comparable en Serbie, où un million de retraités ont vu leurs pensions gelées depuis la conclusion d'un prêt avec le FMI de 2,87 milliards d'euros en mai 2009. Avec cet accord, la Serbie s'est en effet engagée, entre autres mesures, à réduire les coûts de son administration publique, initier une réforme des retraites et geler les salaires dans le secteur public et les pensions jusqu'en janvier 2011. Le versement de la dernière tranche de ce prêt sera d'ailleurs retardé par les négociations avec les syndicats et le FMI sur l'augmentation des salaires et des pensions réclamée par la population.

## **Déni de démocratie en Grèce**

Fortement secouée par cette crise, la Grèce a vu rapidement débarquer le FMI, qui donne son accord le 9 mai 2010 pour un prêt « *d'urgence* » à Athènes de 30 milliards

---

<sup>13</sup> Jérôme Duval, « Le FMI dicte, la Roumanie abdique », 4 janvier 2010, <http://www.cadtm.org/Le-FMI-dicte-la-Roumanie-abdique>

d'euros sur trois ans dont 5,5 milliards disponibles immédiatement. L'UE doit apporter les 80 milliards d'euros restants pour atteindre la somme colossale de 110 milliards d'euros. Il faut dire que la situation en Grèce est encore aggravée par des manipulations statistiques ayant permis pendant des années de dissimuler les chiffres réels de l'endettement, avec la complicité de la banque états-unienne Goldman Sachs qui conseillait le gouvernement grec dans ce sens tout en engrangeant de juteux profits en spéculant sur la faillite de ce pays !

Alors que le chômage continue sa progression après être passé de 9,7 % à 12,9 % de la population active entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2009 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2010<sup>14</sup> (près de 34 % des moins de 25 ans sont sans emploi), les plans d'austérité dictés par le FMI se poursuivent en Grèce. Cette politique promue par la *troïka* FMI / Commission européenne / Banque centrale européenne (BCE) est digne de celle qui a conduit l'Argentine, élève modèle du FMI, à une crise mémorable en 2001.

En décembre 2010, les députés grecs ont approuvé une nouvelle série de coupes budgétaires qui consiste à baisser les salaires des employés de la télévision et des transports publics. En février 2011, une réduction de 1,4 milliard d'euros des dépenses de santé est réclamée par l'UE et le FMI alors qu'une centaine de médecins campent devant le ministère de la Santé à Athènes. La délégation du FMI et de l'UE dépêchée sur place en février 2011 attend la mise en œuvre de la réforme du système de santé avant de donner son feu vert au versement de la quatrième tranche du prêt - pour un montant de 15 milliards d'euros - initialement prévue pour février 2011. Les créanciers augmentent la pression : « *Nous sommes à un point crucial où nous avons besoin d'une accélération des réformes* » déclare Poul Thomsen, chef de la mission du FMI, qui propose alors de « *vendre des terrains, y compris l'ancien aéroport* » d'Athènes (selon le quotidien *Kathimerini*). L'objectif de privatisations de biens publics de l'État est revu à la hausse, passant de 7 milliards d'euros de recettes à réaliser d'ici 2013 (dont 1 milliard en 2011) à 50 milliards d'ici 2015. Sont alors visés les ports, les aéroports, les chemins de fer, l'électricité ainsi que des plages touristiques du pays. Chaque fois, des mesures toujours plus draconiennes réclamées par l'UE et le FMI sont le préalable requis pour débloquer les tranches successives de ce méga-prêt qui perpétue la domination néolibérale.

### **L'Irlande emboîte le pas**

La suite de ce terrible jeu de dominos se joue en Irlande, qui chancelle à son tour en octobre-novembre 2010 sous les coups de butoir des spéculateurs. Le FMI lui accorde alors en décembre 2010 un prêt de 22,5 milliards d'euros. Pour le FMI, le fait qu'il y ait eu un changement de gouvernement lors des élections législatives de février 2011 ne doit pas changer les conditions attachées au versement de deux nouvelles tranches du prêt : « *ces objectifs globaux resteront les mêmes* », avait déclaré la porte-parole Caroline Atkinson. En somme, tout se passe comme si le peuple était en droit d'espérer que l'avis émis lors des élections soit respecté uniquement s'il dit docilement oui au FMI. Sinon, ses choix sont balayés d'un revers de main au nom d'un intérêt supérieur : la conformité avec les desiderata du FMI et le remboursement des riches créanciers, même s'il faut pour cela multiplier les plans d'ajustement structurel comportant des

---

<sup>14</sup> Eurostat, 1<sup>er</sup> février 2011, [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/3-01022011-AP/FR/3-01022011-AP-FR.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-01022011-AP/FR/3-01022011-AP-FR.PDF). Le taux de chômage officiel a atteint 13,9 % de la population active en novembre 2010.



dizaines de mesures de recul social et de violation des droits fondamentaux. Cela montre bien la puissance d'un FMI qui a de gros problèmes avec l'idée de démocratie : non seulement ses règles internes sont anti-démocratiques, mais en plus il ne respecte pas les choix des peuples des pays où il intervient, gardant les mêmes exigences quel que soit le résultat des élections<sup>15</sup>.

### **Préparer les opinions publiques**

John Lipsky, numéro 2 du FMI et ancien haut responsable de la banque JP Morgan, avait prévenu dès mars 2010 les gouvernements des pays développés qu'ils devaient « *préparer* » leurs opinions publiques aux mesures d'austérité à venir, comme la baisse des allocations santé et retraite. Selon lui, « *l'ampleur des ajustements qui vont devoir être mis en œuvre est si vaste qu'ils risquent de se traduire par un recul des allocations santé et retraite, une réduction des dépenses publiques et une hausse des impôts* ». Pour devancer et contenir de probables révoltes populaires en réaction à ces mesures, le numéro 2 du FMI, conscient des dégâts sociaux qui s'annoncent, conseille : « *Les pays développés avec des déficits publics élevés doivent commencer dès aujourd'hui à préparer leurs opinions publiques aux mesures d'austérité qui seront nécessaires à partir de l'an prochain* »<sup>16</sup>.

Le mois suivant, lors d'une conférence de deux jours organisée à Washington sur les stratégies budgétaires après la crise, il précise sa pensée en matière de réduction des dépenses publiques : « *un relèvement de deux ans de l'âge de la retraite peut contribuer à rétablir la viabilité des finances publiques à long terme et de nouveaux gains d'efficacité sont possibles dans les soins de santé* ». Le bulletin du FMI ajoute : « *Plus précisément, M. Lipsky a déclaré que, dans presque tous les pays, il était encore possible d'améliorer considérablement les recettes provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)* »<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> On peut noter le cas de Brésil, où les deux protagonistes principaux de l'élection présidentielle de 2002, Fernando Cardoso et Lula da Silva, avaient dû signer avant l'élection un document les engageant à respecter, s'ils étaient élus, l'accord déjà paraphé avec le FMI qui scellait les grandes lignes de l'avenir économique du pays.

<sup>16</sup> Dépêche Reuters, « Le FMI plaide pour des mesures d'austérité dès l'an prochain », 21 mars 2010, <http://fr.reuters.com/article/businessNews/idFRPAE62K05V20100321>

<sup>17</sup> Bulletin FMI, avril 2010, <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/survey/so/2010/new042310af.pdf>